

Objet : Rencontres autour du cinéma israélien (4-10 novembre)

Madame, Monsieur,

Nous avons appris que votre salle accueillera du 4 au 10 novembre des « Rencontres autour du cinéma israélien », organisées avec le soutien de l'Ambassade d'Israël en France et du CRIF.

En tant que militantes et militants de la solidarité avec la Palestine, nous tenons à vous faire part de notre indignation. Le partenariat avec une ambassade, représentante officielle d'un État, donne à cet événement une dimension politique qu'il est difficile d'ignorer : il s'inscrit dans une stratégie de communication visant à améliorer l'image d'Israël à l'étranger, à l'heure où cet État est accusé de crimes graves, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Les films eux-mêmes peuvent être projetés en France à tout moment, dans toute autre salle ; c'est leur instrumentalisation dans ce cadre précis que nous dénonçons.

Les faits sont connus. Colonisation et annexion de territoires, destruction de maisons et de terres agricoles, détention arbitraire, violences contre la population civile : ces pratiques se poursuivent en Cisjordanie occupée, en violation de nombreuses résolutions des Nations unies et du droit international. À Gaza, le ministère de la Santé fait état de plus de 74 200 morts, l'ONU confirme ce chiffre. Le Liban, dont le sud est occupé illégalement par Israël, subit lui aussi de nombreuses victimes et des destructions, tout comme la Syrie.

Plusieurs institutions internationales ont pris position :

- la Cour internationale de Justice a reconnu en 2024 l'existence d'un « risque plausible de génocide » et ordonné des mesures conservatoires ;
- la Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et son ancien ministre de la Défense ;
- l'Assemblée générale de l'ONU a adopté, le 18 septembre 2024, une résolution exigeant la fin de l'occupation du territoire palestinien et le démantèlement des colonies.

Dans ce contexte, programmer cette manifestation, avec de tels partenaires, constitue un choix politique, que vous le souhaitiez ou non. Il contribue à détourner l'attention des violations des droits humains, du droit humanitaire et du droit international commises en Palestine occupée (Gaza et Cisjordanie) et au Liban

En réponse à l'appel de la société civile palestinienne au boycott, nous inviterons le public à ne pas se rendre à ces rencontres.

Nous vous demandons de reconsidérer l'organisation de cet événement dans votre salle. Nous restons à votre disposition pour échanger avec vous de manière cordiale et constructive.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

BDS Provence

AFPS-Palestine 13

Collectif aixois Palestine

Collectif Palestine La Ciotat

La France insoumise -Aix

Librairie Transit

MAGPAL

Union Juive Française pour la Paix

Urgence Palestine Aubagne